

# **Rapport financier consolidé**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2020**

Ville de Deux-Montagnes | 72010 |

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Guindon, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature  Date 8 juin 2021

# Table des matières

## États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

## Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la  
Ville de Deux-Montagnes

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport « Présentation du maire sur les faits saillants des états financiers et sur le rapport du vérificateur externe », mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.*

Comptables professionnels agréés

*Mélanie Thérien*

MÉLANIE THERRIEN, CPA auditrice, CA  
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.  
Blainville, 8 juin 2021

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations	
		2020	2019
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	21 673 653	21 283 796
Compensations tenant lieu de taxes	2	581 702	591 832
Quotes-parts	3		
Transferts	4	4 226 928	3 716 150
Services rendus	5	4 591 704	4 884 738
Imposition de droits	6	1 101 377	1 147 823
Amendes et pénalités	7	582 574	601 016
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	183 728	294 549
Autres revenus	10	493 921	517 219
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	33 435 587	33 037 123
<b>Charges</b>			
Administration générale	14	4 403 134	4 417 019
Sécurité publique	15	6 942 205	6 786 016
Transport	16	5 041 820	4 940 961
Hygiène du milieu	17	6 531 815	5 954 309
Santé et bien-être	18	494 132	539 831
Aménagement, urbanisme et développement	19	860 221	918 951
Loisirs et culture	20	3 960 253	4 442 490
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	831 244	1 174 717
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	29 064 824	29 174 294
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	4 370 763	3 862 829
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	70 310 059	66 447 230
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	70 310 059	66 447 230
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29	74 680 822	70 310 059

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 049 807	9 338 416
Débiteurs (note 5)	2	17 454 777	18 281 357
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 600 000	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	27 104 584	27 619 773
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	259 553	259 553
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 330 932	8 662 803
Revenus reportés (note 12)	12	1 873 475	2 162 363
Dette à long terme (note 13)	13	34 232 911	34 628 659
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	108 570	195 750
Autres passifs (note 14)	15		
	16	45 805 441	45 909 128
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)</b>	17	(18 700 857)	(18 289 355)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 16)	18	92 924 052	88 191 698
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	172 378	127 234
Autres actifs non financiers (note 18)	21	285 249	280 482
	22	93 381 679	88 599 414
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	74 680 822	70 310 059

Obligations contractuelles (note 19)  
Droits contractuels (note 20)  
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations	
		2020	2019
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	4 370 763	3 862 829
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 (	9 006 727 )	( 5 282 873 )
Produit de cession	3	120 257	497 458
Amortissement	4	4 243 450	4 372 243
(Gain) perte sur cession	5	(89 334)	(415 244)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(4 732 354)	(828 416)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	(45 144)	(16 592)
Variation des autres actifs non financiers	11	(4 767)	6 012
	12	(49 911)	(10 580)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	15	(411 502)	3 023 833
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	16	(18 289 355)	(21 313 188)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18		
Solde redressé	19	(18 289 355)	(21 313 188)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	20	(18 700 857)	(18 289 355)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 370 763	3 862 829
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	4 243 450	4 372 243
Autres			
▪ Gain sur disposition	3	(89 334)	(415 244)
▪	4		
	5	8 524 879	7 819 828
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	826 580	749 396
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	668 129	2 570 576
Revenus reportés	9	(288 888)	(32 943)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(87 180)	137 566
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(45 144)	(16 592)
Autres actifs non financiers	13	(4 767)	6 012
	14	9 593 609	11 233 843
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15 (	9 006 727 )(	5 282 873 )
Produit de cession	16	120 257	497 458
	17	(8 886 470)	(4 785 415)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	)	)
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	1 600 000 )(	)
Cession	21		
	22	(1 600 000)	
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	12 926 000	5 193 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	13 251 037 )(	9 192 231 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(70 711)	30 054
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(395 748)	(3 969 177)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(1 288 609)	2 479 251
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	9 338 416	6 859 165
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	9 338 416	6 859 165
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	8 049 807	9 338 416

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

*Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.*

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

##### a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

-Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 48,50% pour les opérations courantes et 49,15% pour les postes du bilan.

-Régie de police du Lac des Deux-Montagnes: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 35,70% pour les opérations courantes et 36,03% pour les postes du bilan.

-Corporation du Manoir Grand-Moulin: consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 100 % pour les opérations courantes et 100 % pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

les postes du bilan.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice****Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférents. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructure	
Hygiène du milieu - eau potable	40 ans
Hygiène du milieu - eaux usées	40 ans
Transport - construction chemin, trottoir, rue	40 ans
Transport - construction surfacage d'origine	15 ans
Transport - éclairage de rues	20 ans
Transport - signaux de circulation	15 ans
Transport - aménagements de parcs stat.	20 ans
Bâtiments	40 ans
Bâtiments - réparations majeures	15 ans
Bâtiments autres	30 ans
Améliorations locatives	4 à 30 ans
Véhicules - automobiles	7 à 10 ans
Véhicules lourds	20 ans
Ameublement et équipement informatique	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équip. - machinerie lourde	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - Unité mobile	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - autres	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020****D) Passifs**

*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**E) Revenus**

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« Loi RRSM »). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale sans établir de volets distincts. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Aux fins du calcul de la valeur de l'actif et du rendement espéré de l'actif, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année en cour selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels net non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation aux titres des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes ou du fonds de roulement
- Avantages sociaux futurs :
  - Relié au coût des services passés qui découle de la création de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes en 2015. Ce montant est amorti sur DMERCA des salariés actifs touchés soit 17.75.

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments**

**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

**Provision pour contestation d'évaluation**

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**Excédent de fonctionnement affecté**

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

**Fonds réservés**

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques.

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 635 531	9 338 416
Découvert bancaire	2 (	)	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	2 414 276	
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>8 049 807</b>	<b>9 338 416</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	9 425 090	5 092 000

**Note****5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 043 548	881 528
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	13 079 198	13 634 417
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 395 877	1 747 529
Organismes municipaux	15	328 221	362 900
Autres			
▪ Autres	16	1 607 933	1 654 983
▪	17		
	18	17 454 777	18 281 357
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	8 628 804	7 760 723
Organismes municipaux	20	297 462	346 124
Autres tiers	21		
	22	8 926 266	8 106 847
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	733 906	27 519

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 600 000	
	32	1 600 000	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note****8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(108 570)	(195 750)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(108 570)	(195 750)
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	778 055	965 705
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	47 571	44 075
	43	825 626	1 009 780

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 000 000\$ portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2020, cette marge de crédit est inutilisée. Au 31 décembre 2020, le taux est de 2.45% (3,95% en 2019).

La Ville a également 4 facilités de prêt à terme disponible, d'un montant autorisé de 11 360 000 \$, celles-ci sont non utilisées au 31 décembre 2020. Elles portent intérêt au taux préférentiel.

Un organisme dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 750 000\$ (270 000 \$ selon la quote-part), portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable le 30 juin 2021.

Un organisme dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ (393 000\$ selon la quote-part), portant intérêt aux taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2020 les facilités de crédit étaient utilisées à la hauteur de 270 685\$ (133 000\$ selon la quote-part)

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

		2020	2019
Fournisseurs	47	2 839 858	3 504 998
Salaires et avantages sociaux	48	3 562 105	3 087 405
Dépôts et retenues de garantie	49	1 040 734	639 269
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organisme municipaux	51	1 787 223	1 299 750
▪ Intérêts courus sur la dette	52	101 012	131 381
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	9 330 932	8 662 803

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	26 462	172 612
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	67	878	63 149
▪ Apports reportés (subvention)	68	1 841 627	1 918 361
▪ Produits de la criminalité	69	4 508	8 241
▪	70		
	71	1 873 475	2 162 363

**Note****13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	3,10	2021	2040	72	31 225 269	31 187 711
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79	3 165 341	3 527 936
					80	34 390 610	34 715 647
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	( 157 699 )	( 86 988 )
					82	34 232 911	34 628 659

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	3 151 382		374 017	3 525 399
2022	84	4 619 287		385 790	5 005 077
2023	85	5 269 000		397 932	5 666 932
2024	86	4 085 000		2 007 602	6 092 602
2025	87	1 122 000			1 122 000
2026 et plus	88	12 978 600			12 978 600
	89	31 225 269		3 165 341	34 390 610
Intérêts et frais accessoires	90		( )	( )	
	91	31 225 269		3 165 341	34 390 610

**Note****14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

**Note****15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	(18 700 857) (18 289 355)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	( ) ( )
Autres	101	( ) ( )
	102	(18 700 857) (18 289 355)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**16. Immobilisations**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	103	35 955 896	819 580		36 775 476
Eaux usées	104	39 759 829	1 232 314		40 992 143
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	37 758 575	1 400 039		39 158 614
Autres					
▪ Autres	106	6 139 031	2 752 572		8 891 603
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	28 368 672	3 091 015		31 459 687
Améliorations locatives	110	121 461	6 369		127 830
Véhicules	111	5 666 859	383 821	35 008	6 015 672
Ameublement et équipement de bureau	112	2 665 051	187 371	1 183	2 851 239
Machinerie, outillage et équipement divers	113	4 253 036	227 589	20 937	4 459 688
Terrains	114	3 544 212			3 544 212
Autres	115				
	116	164 232 622	10 100 670	57 128	174 276 164
Immobilisations en cours	117	4 114 381	(1 093 943)		3 020 438
	118	168 347 003	9 006 727	57 128	177 296 602
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	119	12 175 561	724 931		12 900 492
Eaux usées	120	17 709 270	1 039 715		18 748 985
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	27 066 939	541 570		27 608 509
Autres					
▪ Autres	122	1 415 781	332 212		1 747 993
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	13 440 067	926 655		14 366 722
Améliorations locatives	126	23 992	12 348		36 340
Véhicules	127	3 365 673	287 643	12 301	3 641 015
Ameublement et équipement de bureau	128	2 168 730	133 883	296	2 302 317
Machinerie, outillage et équipement divers	129	2 789 292	244 493	13 608	3 020 177
Autres	130				
	131	80 155 305	4 243 450	26 205	84 372 550
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	132	88 191 698			92 924 052
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	(	)	(	)
Valeur comptable nette	135				

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**17. Propriétés destinées à la revente**

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

**Note****18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Autres	142	285 249
▪	143	
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	285 249
		280 482

**Note****19. Obligations contractuelles**

La Ville et ses organismes sont engagés en vertu de contrats, d'enlèvement des matières recyclables, évaluation foncière, de déneigement, de location d'équipements et autres échéant à différentes dates jusqu'en 2027, pour une somme totale de 7 407 000\$. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

2021	1 995 000\$
2022	1 732 000\$
2023	1 341 000\$
2024	1 234 000\$
2025	1 105 000\$

**20. Droits contractuels**

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 269 000 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2021	26 600\$
2022	26 900\$
2023	27 200\$
2024	27 600\$
2025	27 900\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

2026 et plus 132 800\$

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

Une réclamation a été intentée contre la Ville de Deux-Montagnes pour un montant total de 458 000 \$. Elle comprend une somme pour un achat de bacs de recyclage et une somme à titre de dommage punitif. Au 31 décembre un compte à payer de 400 000 \$ a été comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière, pour la Ville. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

**D) Autres**

***Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014 (Loi RRSM), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés. Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel. Puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence pour ce groupe de participant. Concernant le groupe des participants actifs, puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**24. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats détaillés par organismes et l'état consolidé de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes comportent une comparaison avec des données budgétaires non consolidées.

**25. Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**26** Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2019 ont été reclassés pour correspondre à la présentation de l'année courante.

**27 Évènements importants**

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local

L'incidence globale de ces événements sur la Ville et ses activités est incertaine pour être estimée actuellement. Les impacts seront comptabilisés au moment où ils seront connus et pourront faire l'objet d'une évaluation.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Budget 2020	Réalizations 2020			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	21 358 553	21 574 700	21 748 000			21 673 653
Compensations tenant lieu de taxes	2	591 832	560 000	581 702			581 702
Quotes-parts	3					4 006 636	
Transferts	4	750 960	829 700	2 408 306		61 461	2 444 767
Services rendus	5	4 086 679	4 141 100	3 882 150		709 554	4 591 704
Imposition de droits	6	1 147 823	734 500	1 101 377			1 101 377
Amendes et pénalités	7	336 040	390 000	369 422		213 152	582 574
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	291 664	240 000	180 909		2 819	183 728
Autres revenus	10	469 146	368 700	106 272		(9 351)	96 921
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	29 032 697	28 838 700	30 378 138		4 984 271	31 256 426
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 773 745		1 778 485		3 676	1 782 161
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	50 000		397 000			397 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 823 745		2 175 485		3 676	2 179 161
	21	31 856 442	28 838 700	32 553 623		4 987 947	33 435 587
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	4 215 461	4 931 800	4 233 452	169 682		4 403 134
Sécurité publique	23	5 965 701	6 260 100	6 162 039	330 497	3 817 339	6 942 205
Transport	24	4 176 310	4 009 600	4 256 773	785 047		5 041 820
Hygiène du milieu	25	4 214 801	4 033 900	4 989 406	1 733 477	548 410	6 531 815
Santé et bien-être	26					593 479	494 132
Aménagement, urbanisme et développement	27	889 355	869 800	832 796	27 425		860 221
Loisirs et culture	28	3 745 605	4 103 200	3 235 030	725 223		3 960 253
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	978 183	855 900	716 580		114 664	831 244
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	3 888 822	4 000 000	3 771 351	( 3 771 351 )		
	33	28 074 238	29 064 300	28 197 427		5 073 892	29 064 824
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	3 782 204	(225 600)	4 356 196		(85 945)	4 370 763

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 782 204	(225 600)	4 356 196	(85 945)	4 370 763
Moins : revenus d'investissement	2	(2 823 745)	( )	(2 175 485)	(3 676)	(2 179 161)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	958 459	(225 600)	2 180 711	(89 621)	2 191 602
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	3 888 822	4 000 000	3 771 351	472 099	4 243 450
Produit de cession	5	460 000		103 000	17 257	120 257
(Gain) perte sur cession	6	(417 900)		(94 786)	5 452	(89 334)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 930 922	4 000 000	3 779 565	494 808	4 274 373
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 748 401)	(2 809 000)	(2 614 047)	(429 489)	(3 043 536)
	18	(2 748 401)	(2 809 000)	(2 614 047)	(429 489)	(3 043 536)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	(710 148)	(692 600)	(2 470 927)	(78 764)	(2 549 691)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			564 704	133 871	698 575
Excédent de fonctionnement affecté	21	200 000	(250 000)		46 866	46 866
Réserves financières et fonds réservés	22	26 795		(33 040)		(33 040)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(12 816)	(22 800)	(3 020)	(17 174)	(20 194)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(496 169)	(965 400)	(1 942 283)	84 799	(1 857 484)
	26	686 352	225 600	(776 765)	150 118	(626 647)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	1 644 811		1 403 946	60 497	1 564 955

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 823 745	2 175 485	3 676	2 179 161
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition					
Administration générale	2 (	87 431 )(	59 693 )(	) (	59 693 )
Sécurité publique	3 (	2 152 985 )(	1 128 745 )(	88 527 )(	1 217 272 )
Transport	4 (	2 248 098 )(	4 679 331 )(	) (	4 679 331 )
Hygiène du milieu	5 (	292 802 )(	1 823 545 )(	100 512 )(	1 924 057 )
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	5 624 )(	10 078 )(	) (	10 078 )
Loisirs et culture	8 (	297 756 )(	1 116 296 )(	) (	1 116 296 )
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
	10 (	5 084 696 )(	8 817 688 )(	189 039 )(	9 006 727 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11 (	) (	) (	) (	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	101 000	1 825 910		1 825 910
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	710 148	2 470 927	78 764	2 549 691
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15		872 828	6 088	878 916
Excédent de fonctionnement affecté	16		154 709		154 709
Réserves financières et fonds réservés	17	826 014	249 278		249 278
	18	1 536 162	3 747 742	84 852	3 832 594
	19	(3 447 534)	(3 244 036)	(104 187)	(3 348 223)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(623 789)	(1 068 551)	(100 511)	(1 169 062)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		<u>2019</u>		<u>2020</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 179 166	7 001 760	1 048 047	8 049 807
Débiteurs (note 5)	2	16 803 733	16 235 378	1 301 095	17 454 777
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4		1 600 000		1 600 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	81 000	95 000		
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	25 063 899	24 932 138	2 349 142	27 104 584
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10			259 553	259 553
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 955 374	8 530 264	4 794 139	9 330 932
Revenus reportés (note 12)	12	235 761	27 340	1 846 135	1 873 475
Dette à long terme (note 13)	13	30 665 259	30 891 382	3 341 529	34 232 911
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			203 570	108 570
Autres passifs (note 14)	15				
	16	38 856 394	39 448 986	10 444 926	45 805 441
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)</b>	17	<b>(13 792 495)</b>	<b>(14 516 848)</b>	<b>(8 095 784)</b>	<b>(18 700 857)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 16)	18	79 450 552	84 488 673	8 435 379	92 924 052
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19				
Stocks de fournitures	20	127 234	172 378		172 378
Autres actifs non financiers (note 18)	21	239 582	236 865	48 384	285 249
	22	79 817 368	84 897 916	8 483 763	93 381 679
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 796 668	5 809 062	(3 915 575)	3 963 635
Excédent de fonctionnement affecté	24	3 335 156	3 397 965	126 105	3 524 070
Réserves financières et fonds réservés	25	2 704 920	2 397 994	83 721	2 481 715
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( 3 020 )	( )	201 047 )	201 047 )
Financement des investissements en cours	27	(1 305 899)	(2 547 259)		(2 547 259)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	55 497 048	61 323 306	4 294 775	67 459 708
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	66 024 873	70 381 068	387 979	74 680 822
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
<b>Rémunération</b>	1	8 989 600	8 359 005	11 048 919	11 043 778
<b>Charges sociales</b>	2	2 323 300	2 042 732	2 665 640	2 613 043
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3	511 200	443 359	443 359	458 694
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	7 276 000	7 708 291	8 745 083	8 012 202
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	507 900	490 746	606 472	669 501
D'autres organismes municipaux	8		7 144	7 144	16 077
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	229 600	233 905	234 628	292 709
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	113 000	(15 215)	(17 000)	196 430
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	4 891 800	4 981 858	886 103	1 321 713
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	196 900	149 251	149 251	177 359
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	4 000 000	3 771 351	4 243 450	4 372 243
<b>Autres</b>					
▪	18	25 000	25 000	51 775	545
▪	19				
▪	20				
	21	29 064 300	28 197 427	29 064 824	29 174 294

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 963 635	3 885 761
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 524 070	3 389 350
Réserves financières et fonds réservés	3	2 481 715	2 979 190
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 201 047 )	( 221 241 )
Financement des investissements en cours	5	(2 547 259)	(1 305 899)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	67 459 708	61 582 898
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	74 680 822	70 310 059

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté**

Administration municipale	9	5 809 062	5 796 668
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	(1 845 427)	(1 910 907)
	11	3 963 635	3 885 761

**Excédent de fonctionnement affecté**

Administration municipale			
▪ Parc du 100e	12	1 300 000	
▪ Piscine	13		1 300 000
▪ Digue	14	925 156	1 035 156
▪ Mur anti-bruit	15	1 000 000	1 000 000
▪ Stationnement	16	172 809	
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 397 965	3 335 156
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪ Régie de police	22	126 105	54 194
▪	23		
▪	24		
	25	126 105	54 194
	26	3 524 070	3 389 350

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Élection	27 206 780	206 780
▪ Fêtes 100e	28 125 000	100 000
▪ Vidanges bassin eaux usées	29 331 735	291 735
▪ Autres	30 152 036	196 746
▪ Transport en commun	31 500 000	500 000
	32 1 315 551	1 295 261
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪ SHQ Corporation du Manoir	33	198 773
▪	34	
▪	35	
	36	198 773
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 921 576	1 012 980
Organismes contrôlés et partenariats	38 83 721	75 497
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 160 867	396 679
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 1 166 164	1 485 156
	48 2 481 715	2 979 190

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Autres	52 (	201 047)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	)(
	54 (	201 047)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	)(
Assainissement des sites contaminés	56 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	)(
Autres		
▪	58 (	)(
▪	59 (	)(
	60 (	201 047)(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	)(
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	)(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	64 (	)(
Mesure relative aux frais reportés	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
	68 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	)(
Autres		
▪ Autres	72 (	3 021)(
▪	73 (	)(
	74 (	3 021)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	3 021
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	3 021
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	3 021
	81 (	201 047)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 208 038	57 639
Investissements à financer	83 ( 2 755 297 )	( 1 363 538 )
	84 (2 547 259)	(1 305 899)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 92 924 052	88 191 698
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 92 924 052	88 191 698
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 92 924 052	88 191 698
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 34 232 911 )	( 34 628 659 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 157 699 )	( 86 988 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 8 926 266	8 106 847
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 25 464 344 )	( 26 608 800 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( )	( )
	100 ( 25 464 344 )	( 26 608 800 )
	101 67 459 708	61 582 898

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

**Administration municipale**

Le Régime de retraite des employés municipaux de la Ville de Deux-Montagnes est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes: le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées ou le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

La date normale de retraite est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date où un participant atteint son 65e anniversaire de naissance.

Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite. Si un participant choisit de demeurer au service de l'employeur après la date normale de la retraite, le paiement de sa rente doit commencer au plus tard le dernier jour de l'année civile où le participant atteint son 71e anniversaire de naissance.

Le dernier rapport sur l'évaluation actuarielle complète a été effectué en date du 31 décembre 2019.

**Régie de police du Lac des Deux-Montagnes**

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Régie est un régime à prestations déterminées. La rente est calculée en fonction de l'âge, du salaire final et des années de services reconnus.

L'admissibilité à participer au régime survient à la première des éventualités suivantes :

6 mois de services continus ou l'obtention du statut d'employé régulier, le 1er janvier suivant la date où plus de 700 heures sont complétées, le 1er janvier suivant la date où la rémunération gagnée est égale ou supérieure à 35 % du maximum des gains admissibles.

L'âge de la retraite normale est 65 ans.

La date de la retraite normale est le premier jour du mois coïncidant avec ou suivant le 65e anniversaire de naissance. Cependant, un participant peut être admissible à une retraite anticipée au cours des 10 années précédant sa date normale de retraite.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La loi prévoit un processus avec une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2020.

	2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (195 750)	(58 184)
Charge de l'exercice	4 ( 778 055 )	( 965 705 )
Cotisations versées par l'employeur	5 865 235	828 139
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (108 570)	(195 750)
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 40 689 696	37 768 352
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 40 699 064 )	( 37 768 352 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (9 368)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (99 202)	(195 750)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (108 570)	(195 750)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (108 570)	(195 750)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	1 930 127
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	1 939 495 )(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	9 368 )(
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 563 324
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	1 532 835
	20	1 563 324
Cotisations salariales des employés	21 (	802 011 )(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	761 313
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	20 544
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	150 200
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	781 857
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 214 717
Rendement espéré des actifs	33 (	2 218 519 )(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(3 802)
Charge de l'exercice	35	778 055
		965 705
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	2 983 545
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	2 218 519 )(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	765 026
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	881 357
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 696 131
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	1 552 899
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 374 472
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	14



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,69 %	5,99 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,69 %	5,99 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,87 %	2,91 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (	)(	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)(	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	7	7

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice tel qu'établi par règlement du gouvernement.

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	119	11 257	10 203
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	120	47 571	44 075
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	47 571	44 075
<b>Note</b>			

## **Renseignements financiers consolidés non audités**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
TAXES		Réalisations	2020	Réalisations
		2020		2019
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
	Taxes générales			
	Taxe foncière générale	1	15 093 852	15 019 505
	Taxes spéciales			
	Service de la dette	2	663 516	663 516
	Activités de fonctionnement	3		
	Activités d'investissement	4		
	Taxes de secteur			
	Taxes spéciales			
	Service de la dette	5	448 880	448 880
	Activités de fonctionnement	6		
	Activités d'investissement	7		
	Autres	8		
		9	16 206 248	16 131 901
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
	Taxes, compensations et tarification			
	Services municipaux			
	Eau	10	1 358 409	1 358 409
	Égout	11	1 305 389	1 305 389
	Traitement des eaux usées	12		
	Matières résiduelles	13	1 136 709	1 136 709
	Autres			
	▪ Transport en commun	14	670 994	670 994
	▪ Déneigement	15	932 383	932 383
	▪ Piscines	16	51 063	51 063
	Centres d'urgence 9-1-1	17	86 805	86 805
	Service de la dette	18		
	Pouvoir général de taxation	19		
	Activités de fonctionnement	20		
	Activités d'investissement	21		
		22	5 541 752	5 541 752
	Taxes d'affaires			
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
	Autres	24		
		25		
		26	5 541 752	5 541 752
		27	21 748 000	21 673 653
				21 283 796

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	49 826	49 826	49 797
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	531 876	531 876	542 035
	36	581 702	581 702	591 832
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	581 702	581 702	591 832
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	581 702	581 702	591 832



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53	1 367 705	1 367 705	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			107 300
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			10 000
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			17 200
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	122 942	122 942	132 550
Traitement des eaux usées	70		723	2 343
Réseaux d'égout	71	142 631	142 631	116 213
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	219 167	219 167	377 505
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80		35 738	48 454
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	18 617	18 617	41 773
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	67 189	67 189	55 719
Autres	89			
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	1 938 251	1 974 712	909 057

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			33 348
Sécurité incendie	94	580 000	580 000	1 366 600
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	79 200	79 200	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118	1 119 285	1 122 961	1 407 145

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	1 778 485	1 782 161	2 807 093

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
	Péréquation	132		
	Neutralité	133		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	321 835	321 835
	Fonds de développement des territoires	136		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
	Dotations spéciales de fonctionnement	138	148 220	148 220
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
	Autres	140		
		141	470 055	470 055
	<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	142	4 186 791	3 716 150

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	143	711 842	711 842	709 235
Évaluation	144			
Autres	145			
	146	711 842	711 842	709 235
<b>Sécurité publique</b>				
Police	147		67 473	158 867
Sécurité incendie	148	1 299 488	1 299 488	1 160 922
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	1 299 488	1 366 961	1 319 789
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	48 137	48 137	48 407
Enlèvement de la neige	153	5 629	5 629	5 518
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	53 766	53 766	53 925
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
	Logement social	171		
	Autres	172		
		173		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
	Aménagement, urbanisme et zonage	174		
	Rénovation urbaine	175		
	Promotion et développement économique	176		
	Autres	177		
		178		
<b>Loisirs et culture</b>				
	Activités récréatives	179		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	180		
	Autres	181		
		182		
<b>Réseau d'électricité</b>				
		183		
		184	2 065 096	2 132 569
				2 082 949

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
	Greffe et application de la loi	185		
	Évaluation	186		
	Autres	187	1 169 508	1 158 033
		188	1 169 508	1 158 033
<b>Sécurité publique</b>				
	Police	189		
	Sécurité incendie	190	22 258	33 419
	Sécurité civile	191		
	Autres	192		
		193	22 258	33 419
<b>Transport</b>				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	194		
	Enlèvement de la neige	195		
	Autres	196		
	Transport collectif			
	Transport en commun			
	Transport régulier	197		
	Transport adapté	198		
	Transport scolaire	199		
	Autres	200		
	Autres	201	27 208	317
		202	27 208	317
<b>Hygiène du milieu</b>				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203		
	Réseau de distribution de l'eau potable	204		
	Traitement des eaux usées	205		
	Réseaux d'égout	206		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	207		
	Matières recyclables	208		
	Autres	209		
	Cours d'eau	210		
	Protection de l'environnement	211		
	Autres	212	105 448	121 446
		213	105 448	121 446



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216		642 081	639 192
	217		642 081	639 192
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	16 295	16 295	33 771
	222	16 295	16 295	33 771
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	223	468 002	468 002	798 844
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	8 335	8 335	16 767
Autres	225			
	226	476 337	476 337	815 611
<b>Réseau d'électricité</b>	227			
	228	1 817 054	2 459 135	2 801 789
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	229	3 882 150	4 591 704	4 884 738

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>		
		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>	
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>					
	Licences et permis	230	56 539	56 539	43 169
	Droits de mutation immobilière	231	1 044 278	1 044 278	1 103 204
	Droits sur les carrières et sablières	232			
	Autres	233	560	560	1 450
		234	1 101 377	1 101 377	1 147 823
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>					
		235	369 422	582 574	601 016
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>					
		236			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>					
		237	180 909	183 728	294 549
<b>AUTRES REVENUS</b>					
	Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	94 786	89 334	415 244
	Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
	Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
	Contributions des promoteurs	241			
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
	Contributions des organismes municipaux	243			
	Autres contributions	244			
	Redevances réglementaires	245			
	Autres	246	408 486	404 587	101 975
		247	503 272	493 921	517 219
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>					
		248			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	384 243		384 243	384 243	376 967
Greffe et application de la loi	2	1 859 683	2 672	1 862 355	1 862 355	1 807 671
Gestion financière et administrative	3	1 492 113	167 010	1 659 123	1 659 123	1 795 924
Évaluation	4	237 175		237 175	237 175	411 504
Gestion du personnel	5	194 172		194 172	194 172	
Autres						
▪ Autres	6	66 066		66 066	66 066	24 953
▪	7					
	8	4 233 452	169 682	4 403 134	4 403 134	4 417 019
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	3 705 191	74 147	3 779 338	4 229 007	4 226 804
Sécurité incendie	10	2 407 425	254 462	2 661 887	2 661 887	2 482 507
Sécurité civile	11	41 892	463	42 355	42 355	66 107
Autres	12	7 531	1 425	8 956	8 956	10 598
	13	6 162 039	330 497	6 492 536	6 942 205	6 786 016
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 305 056	673 963	2 979 019	3 023 630	2 561 852
Enlèvement de la neige	15	737 775	26 736	764 511	719 900	769 651
Éclairage des rues	16	114 830	41 770	156 600	156 600	131 765
Circulation et stationnement	17	89 503	42 064	131 567	131 567	128 140
Transport collectif						
Transport en commun	18	547 822	514	548 336	548 336	984 112
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	461 787		461 787	461 787	365 441
	22	4 256 773	785 047	5 041 820	5 041 820	4 940 961

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 202 410	391 827	1 594 237	1 300 447
Réseau de distribution de l'eau potable	24	375 778	372 058	747 836	770 541
Traitement des eaux usées	25	732 839	509 631	1 051 402	894 888
Réseaux d'égout	26	582 162	421 878	1 004 040	1 107 135
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	299 023		299 023	312 961
Élimination	28	258 319		258 319	312 411
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	601 316		601 316	352 243
Tri et conditionnement	30	141 697		141 697	138 304
Matières organiques					
Collecte et transport	31	346 634		346 634	589 888
Traitement	32	129 256		129 256	87 864
Matériaux secs	33	70 983		70 983	71 445
Autres					
Plan de gestion	35				
Autres					
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement					
Autres	39	248 989	38 083	287 072	16 182
	40	4 989 406	1 733 477	6 722 883	5 954 309
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41			494 132	539 831
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44			494 132	539 831

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	825 267	27 425	852 692	895 053
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	7 529		7 529	23 898
	52	832 796	27 425	860 221	918 951
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	722 496	690 840	1 413 336	1 516 344
Patinoires intérieures et extérieures	54	460 711		460 711	686 197
Piscines, plages et ports de plaisance	55	179 418		179 418	211 930
Parcs et terrains de jeux	56	978 893		978 893	1 068 047
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	100 063		100 063	85 607
	60	2 441 581	690 840	3 132 421	3 568 125
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	788 088	34 383	822 471	867 242
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	5 361		5 361	7 123
	66	793 449	34 383	827 832	874 365
	67	3 235 030	725 223	3 960 253	4 442 490

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	69	669 169	669 169	785 440	888 439
Autres frais	70	62 626	62 626	62 804	89 848
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	(15 215)	(15 215)	(17 000)	84 103
Autres	72				112 327
	73	716 580	716 580	831 244	1 174 717
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75	3 771 351 (	3 771 351 )		

# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2020**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

## **Autres renseignements**

Questionnaire	11
---------------	----



## **Autres renseignements financiers consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	Réalisations 2019
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			119 916
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		100 512	165 599
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 233 953	3 233 953	945
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			33 892
Parcs et terrains de jeux	10	920 438	920 438	232 949
Autres infrastructures	11	2 958 120	2 958 120	1 871 988
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	988 554	988 554	2 115 125
Édifices communautaires et récréatifs	14			2 861
Améliorations locatives	15		6 369	44 507
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	319 462	383 821	284 521
Ameublement et équipement de bureau	18	179 663	187 371	168 366
Machinerie, outillage et équipement divers	19	217 498	227 589	242 204
Terrains	20			
Autres	21			
	22	8 817 688	9 006 727	5 282 873

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			119 916
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		100 512	165 599
Autres infrastructures	27	7 112 511	7 112 511	2 139 774
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	1 705 177	1 793 704	2 857 584
	34	8 817 688	9 006 727	5 282 873

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	396 679		235 812	160 867
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 593 555		445 118	3 148 437
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	22 618 566	1 825 910	2 289 436	22 155 040
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 608 800	1 825 910	2 970 366	25 464 344
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 760 723	1 675 000	806 919	8 628 804
Organismes municipaux	10	346 124		48 662	297 462
Autres tiers	11				
	12	8 106 847	1 675 000	855 581	8 926 266
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	8 106 847	1 675 000	855 581	8 926 266
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	8 106 847	1 675 000	855 581	8 926 266
	19	34 715 647	3 500 910	3 825 947	34 390 610
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	34 715 647	3 500 910	3 825 947	34 390 610

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	30 891 382
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	2 547 259
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	160 867
Débiteurs	9	7 883 634
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	25 394 140
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	16	2 325 928
Endettement net à long terme	17	27 720 068
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	76 703
Autres organismes	20	1 154 000
Endettement total net à long terme	21	28 950 771
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	28 950 771
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
<b>Administration générale</b>					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2			
	Autres	3			
<b>Sécurité publique</b>					
	Police	4	3 362 916		
	Sécurité incendie	5			
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
<b>Transport</b>					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	545 567	545 567	983 781
	Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>					
	Eau et égout	11	732 839		
	Matières résiduelles	12			
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>					
	Logement social	16			
	Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	340 536	340 536	337 932
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20			
	Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>					
	Activités récréatives	22			
	Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>					
		24			
		25	4 981 858	886 103	1 321 713

## **Autres renseignements financiers non consolidés non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020***Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 817 688	5 084 696
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 817 688	5 084 696

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	18,74	33,50	34 175,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	33,50	122,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	34,00	33,50	51 702,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	49,28	38,00	87 631,00	*****	*****	*****
Policiers	5				*****	*****	*****
Pompiers	6	17,63	38,00	27 152,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				*****	*****	*****
	8	120,65		200 782,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			248 832		248 832
	10	127,65			*****	*****	*****

- Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
- En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		122 942			122 942
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		142 631			142 631
Autres	16	2 142 732	1 139 643	559 643	79 200	3 921 218
	17	2 408 305	1 139 643	559 643	79 200	4 186 791



**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

		2020	2019
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	31 494	69 184
	4	31 494	69 184
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	39 560	30 952
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	39 560	30 952
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	144 304	225 629
Enlèvement de la neige	11	9 888	11 713
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	5 983	6 737
	15	160 175	244 079
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	79 892	115 595
Réseau de distribution de l'eau potable	17	185 033	204 830
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	137 484	153 307
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	402 409	473 732
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	14 223	24 741
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	14 223	24 741
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	56 898	97 325
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	11 821	38 170
Autres	38		
	39	68 719	135 495
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	716 580	978 183

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	Maire	85 000	16 767	33 269	
District # 1	Conseiller	17 740	8 870		
District # 2	Conseiller	15 341	7 670		
District # 3	Conseiller	16 541	8 270		
District # 4	Conseiller	15 341	7 670		
District # 5	Conseiller	16 541	8 270		
District # 6	Conseiller	16 541	8 270		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

- |  |   |                          |   |                                     |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre  | 1 | 1 500 000 \$             |   |                                     |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|  |   |                          | 4 | <input type="checkbox"/>            |

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

- |   |    |                          |   |                                     |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?  | 5  | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020   | 7  |                          |   | \$                                  |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8  | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :   |    |                          |   |                                     |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille  | 10 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement  | 11 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille  | 12 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value   | 13 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille   | 14 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 13 : Débiteurs  | 15 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement   | 16 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value   | 17 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer  | 18 |                          |   | \$                                  |
| Ligne 19 : Revenus reportés   | 19 |                          |   | \$                                  |

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****OUI      NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20     21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 \_\_\_\_\_ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23     24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 \_\_\_\_\_ 46 590 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26     27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29     30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 \_\_\_\_\_ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32     33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34     35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36     37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39     40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 \_\_\_\_\_ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42     43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide 45 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

## 10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2020

47 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

48 \_\_\_\_\_ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 \_\_\_\_\_ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

52 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

55 \_\_\_\_\_

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56  57 

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

59 \_\_\_\_\_

## 13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 \_\_\_\_\_

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 \_\_\_\_\_

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 \_\_\_\_\_

67 \_\_\_\_\_

*Dispositions pénales*

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 \_\_\_\_\_

69  70

# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2020**

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	4



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la  
Ville de Deux-Montagnes,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE DEUX-MONTAGNES (ci après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observation - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

### Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.*

Comptables professionnels agréés

*Mélanie Thérien*

MÉLANIE THERRIEN, CPA auditrice, CA  
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.  
Blainville, 8 juin 2021

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes	1	21 748 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>135 984</u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	110 984
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	759 057
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	86 805
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>21 013 122</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 706 754 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 721 472 800</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 714 113 550</u>

---

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020</b> (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,2259 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

---

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1     2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3     4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5     6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7     8

**Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9     10     11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12     13     14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15     16     17

**La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18     19     20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21     22

# **Données prévisionnelles non auditées**

**Exercice se terminant le 31 décembre 2021**

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

**TAXES**

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	15 233 400
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	665 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	430 000
Autres	8	
	9	16 328 400

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 367 000
Égout	11	1 314 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 136 500
Autres		
▪ Transport en commun	14	675 000
▪ Déneigement	15	936 000
▪ Piscine	16	51 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	85 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	5 564 500
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	5 564 500
	27	21 892 900



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	50 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	530 000
	9	580 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	580 000

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	580 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 543 834 185 x	0,8374 /100 \$	12 932 853				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	125 936 763 x	0,8474 /100 \$	1 067 188				
Immeubles non résidentiels	4	54 646 635 x	2,2290 /100 \$	1 218 073				
Immeubles industriels	5	188 550 x	2,2290 /100 \$	4 203				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles agricoles	8	1 323 500 x	0,8374 /100 \$	11 083				
<b>Total</b>	<b>9</b>			<b>15 233 400</b>	( )	( )		<b>15 233 400</b>
<b>Taxes spéciales</b>								
Service de la dette (taux unique)	10	1 725 929 633 x	0,0387 /100 \$	665 000				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>18</b>			<b>665 000</b>	( )	( )		<b>665 000</b>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>27</b>				(            )	(            )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>36</b>				(            )	(            )		
		<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	<b>37</b>	x	%		(            )	(            )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels</b> (montant fixe)	<b>Par unité de logement</b>
Eau	1 <u>169,00 \$</u>
Égout	2 <u>163,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>150,00 \$</u>

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Transport en commun	85,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Déneigement	125,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Piscine hors terre	25,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Piscine creusée	35,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	21 892 900
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>135 984</u>

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	110 984
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	763 087
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	85 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b><u>21 155 797</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
 À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>1 725 929 633</u>
----	----------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	<u>1,2258</u> / 100 \$
----	------------------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	1 239 222	4 276			1 115 926	11 595
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	130 265				673 533	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 369 487	4 276			1 789 459	11 595

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	1	13 527 381			15 898 400
De secteur	2	430 000			430 000
Autres	3				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4				
Autres	5	4 675 702			5 479 500
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	18 633 083			21 807 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	9 478 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-10	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	30 216 100 \$	
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	2 662 000 \$	
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	808 000 \$	
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$	



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Julie Guindon, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 10 juin 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Deux-Montagnes.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Deux-Montagnes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Deux-Montagnes détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-07 12:37:11

Date de transmission au Ministère :